

Un système profitable pour...



... l'État

Les sociétés d'autoroutes supportent la dette contractée par l'État pour financer la construction du réseau autoroutier

9 000 km
d'autoroutes en concession

30 milliards
d'euros de dettes

L'État a mis en vente ses parts dans les sociétés d'autoroutes de 2002 à 2006

22,5 milliards
d'euros en tout

Les sociétés d'autoroutes contribuent largement aux recettes fiscales de l'État

4 milliards
d'euros versés chaque année à l'État

1,4% de ses ressources alors que le secteur autoroutier ne représente que **0,4%** du PIB

L'État garde un contrôle étroit sur les sociétés d'autoroutes : il fixe les hausses de tarifs et vérifie qu'elles respectent leurs cahiers des charges

0€

L'État récupère le réseau en parfait état à l'expiration de la concession, sans verser un seul euro.



... l'économie

14 milliards
d'euros d'investissements depuis 2006

Principaux investisseurs en infrastructures de transports

1,8 milliard par an

10 milliards
d'euros versés depuis 2005

à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)

au bénéfice des chantiers ferroviaires, fluviaux, routiers non-concédés.

Des infrastructures à haut niveau de service

permettant des transports rapides pour les entreprises et les particuliers : développement économique et touristique

Des transports en sécurité

5 fois plus sûres que le reste du réseau routier grâce à un suivi constant et des innovations permanentes.

Un vaste plan de mise à niveau environnementale des autoroutes les plus anciennes de 2009 à 2013

1 milliard
d'euros investis

Le Paquet vert autoroutier

plus de **6000** emplois créés

Coup de fouet pour l'activité et l'emploi au plus fort de la crise.